



Communiqué de la CGT

## Vœux du Président de la République au forces économiques

En pleine crise économique et sociale, le président de la République fait un discours d'autosatisfaction en présentant ses vœux aux « forces économiques ». « *Je vous demande d'être confiants, de ne pas avoir peur de l'avenir, nous sommes dans la bonne direction* », dit-il.

Si ce discours plaît aux plus riches, aux actionnaires, aux financiers et banquiers dont les intérêts ont été sauvegardés grâce à l'argent public, le monde du travail n'y se retrouve absolument pas.

Par ce discours, le président veut accrédi-ter l'idée qu'il faut poursuivre les politiques qui ont fait tant de dégâts sociaux.

« *La France a mieux résisté que les autres* », dit le président. Il omet de préciser que si la France fait moins pire, c'est essentiellement grâce à notre régime de protection sociale. Or ce régime est menacé par les politiques de monsieur Sarkozy et les réformes que veut mettre en place son gouvernement.

Au lieu d'augmenter les impôts des plus riches, le Président veut réduire les dépenses publiques, ce qui se traduira par une dégradation de la qualité des services publics et des suppressions de postes dans la fonction publique. En revanche, il défend la suppression de la taxe professionnelle, qui va conduire à une hausse des impôts locaux payés par les ménages, et l'instauration de la taxe carbone qui, elle aussi, pèsera sur les salariés et les ménages à revenu modeste.

« *Le pouvoir d'achat a continué à progresser pendant la crise* », dit le président. Cette affirmation est très loin de ce que vivent dans leur quotidien des centaines de milliers de salariés qui ont perdu leur emploi l'année dernière, de même que la masse des privés d'emploi et la majorité des salariés et des retraités qui souffrent de la faiblesse de leur pouvoir d'achat et qui voient leur consommation diminuer.

Les salariés, les privés d'emploi, les retraités en ont assez des discours tranquil-lisants. Ils veulent des emplois stables, une hausse des salaires et pensions, l'amélioration du pouvoir d'achat, la garantie des services publics de qualité. Les politiques de monsieur Sarkozy s'y opposent.

Pour satisfaire ces revendications, il faut changer de politique et valoriser réellement le travail.

La Cgt continue la bataille pour porter ces revendications, conformément aux décisions de son 49ème congrès.

Montreuil, le 7 janvier 2010